

Numéro 31 - 15 juillet 2017

Canada 150

Reconsécration du parc du génocide de Cornwallis à Halifax



La statue de Cornwallis recouverte d'un drap à Halifax le 15 juillet 2017

Canada 150

- Reconsécration du parc du génocide de Cornwallis à Halifax

La lutte de la Corée pour la paix et la réunification

- Non à la participation du Canada aux préparatifs de guerre contre la RPDC!
Faisons du Canada une zone pour la paix! - *Déclaration du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) et de la Fédération coréenne au Canada*
- Une réunion publique à Toronto exprime son appui militant à la réunification de la Corée

Venezuela

- Vigoureux piquetage et rassemblement à Vancouver en appui au Venezuela
- Les peuples qui résistent appuient la Révolution bolivarienne et Nicolas Maduro - *Front Hugo Chavez de défense des peuples*
- Sur la situation actuelle au Venezuela - *Ambassade de la République bolivarienne du Venezuela au Canada*
- Un sénateur américain parle de «sévères sanctions» si l'Assemblée constituante se réalise

- **Nouvel échec au Sommet de Mexico des manigances des États-Unis pour obtenir un mandat d'ingérence de l'Organisation des États américains - Margaret Villamizar**

Brésil

- **La condamnation de Lula est une attaque contre la démocratie - Parti des travailleurs du Brésil**

Cuba

- **Piquets le 17 juillet : Fin au blocus des États-Unis contre Cuba! Restitution de Guantanamo maintenant!**
- **La troisième voie ou centrisme politique à Cuba: Une approche historique - Elier Ramírez Cañedo**

Supplément

Session extraordinaire de l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire de Cuba

- **Culmination de la discussion de masse sur la Conceptualisation du modèle économique et social cubain**

Canada 150

Reconsécration du parc du génocide de Cornwallis à Halifax



Rassemblement de 600 activistes à Halifax le 15 juillet 2017. La statue de Cornwallis est recouverte d'un drap noir.

LML applaudit ceux et celles qui ont organisé les activités « pour le retrait de Cornwallis » à Halifax ce 15 juillet. Ils ont demandé entre autres que le parc Cornwallis soit renommé « Parc de la

paix et de la liberté d'Halifax ».

La proposition avait été faite le 21 novembre 2009 lors d'un rassemblement de quelque 200 personnes à cet endroit pour protester contre le Forum d'Halifax sur la sécurité internationale, cette rencontre annuelle des fauteurs de guerre subventionnée par le ministère de la Défense du Canada et l'Agence de promotion économique du Canada atlantique. Les participants avaient recouvert d'un drap blanc la statue d'Edward Cornwallis qui se trouve au milieu du parc et avaient pris la décision collective de renommer le parc « Parc de la paix et de la liberté d'Halifax ». La décision a été prise en consultation avec les aînés mi'kmaq, dont l'historien Dan Paul, au nom de la nation mi'kmaq.



Cette manifestation contre la guerre en 2009 avait été organisée par un comité ad hoc constitué d'activistes de différentes affiliations et origines plus tard devenu le groupe antiguerre « No Harbour for War ». No Harbour for War mène cette bataille depuis ce moment-là. Dans ce numéro, *LML* reproduit le discours prononcé par l'activiste bien connue et admirée Betty Peterson à un autre rassemblement antiguerre, le 6 novembre 2010, à l'occasion du deuxième Forum d'Halifax sur la sécurité internationale.



Tony Seed s'adresse aux participants du rassemblement contre la guerre au parc Cornwallis le 21 novembre 2009 pour protester contre le premier Forum d'Halifax sur la sécurité internationale. La pancarte au bas du monument se lit : « Parc de la paix et de la liberté d'Halifax ».

Les actions des activistes de la Nouvelle-Écosse sont toujours très à propos. Cette année, le gouvernement du Canada célèbre le 150e anniversaire de la Constitution appelée *Acte de l'Amérique du Nord britannique (1867)* qui enchâsse les arrangements coloniaux et le génocide perpétré par les Britanniques durant la conquête des nations autochtones et le vol de leurs terres. C'est ce génocide que représente Edward Cornwallis. Le gouvernement Trudeau finance à cette fin toutes sortes d'activités à grand déploiement mais aucune activité qui remet en cause ce qui est enchâssé dans la Constitution. Cette année le premier ministre Trudeau a finalement retiré le nom

de Langevin de l'édifice situé en face du Parlement du Canada où se trouve son bureau, en reconnaissance du fait que sir Hector-Louis Langevin, appelé « Père de la Confédération », fut l'architecte du génocide perpétré par les pensionnats autochtones. Or, au-delà des beaux discours et des gestes symboliques, rien n'est fait pour corriger les torts historiques en pratique. Ne faudrait-il pas aussi retirer le nom des rois et reines, ducs et duchesses, comtes et comtesses et autres administrateurs coloniaux qui ont commis des crimes contre les premiers habitants de ce pays ? Les parasites qui représentent « la couronne », qui est encore le siège de la souveraineté au Canada selon la Constitution qui est célébrée cette année, conservent leurs fonctions honorifiques mais sans être capables de cacher le rôle colonial qu'ils jouent encore aujourd'hui. Par exemple, il y a le comportement grossier de l'épouse du prince de Galles, qui est aussi duchesse de Cornwall, lors d'une prestation de chants gutturaux autochtones dans les Territoires du Nord-Ouest.

Il est grand temps que le Canada se débarrasse de tous les arrangements anachroniques, y compris les très nombreux toponymes à la gloire de ceux qui ont commis le génocide, comme Cornwallis, Amherst et combien d'autres. Il est temps que le Canada se débarrasse aussi de cette Constitution qui enchâsse ces arrangements et prive les Canadiens des droits qui leur appartiennent du fait qu'ils sont des êtres humains.





Discours de 2010 de Betty Peterson



Bonjours les amis,

Aujourd'hui on m'a demandé de vous adresser quelques mots. C'est pour moi un grand privilège.

Aujourd'hui nous sommes rassemblés dans cette manifestation contre la guerre 261 ans après la Proclamation de la scalpation d'Edward Cornwallis, le prétendu « fondateur » d'Halifax et gouverneur de la Nouvelle-Écosse. En 1749, Cornwallis a annoncé qu'il verserait une prime pour le scalp de tout Mi'kmaq, homme, femme ou enfant, un acte de génocide. Nous savons que des Acadiens ont aussi été scalpés. Il est crucial de condamner tous les crimes de génocide et les crimes contre l'humanité et de tirer les leçons de l'histoire pour que nous puissions empêcher qu'ils se reproduisent.

Cette proclamation barbare, instrument de la suprématie blanche et de l'injustices coloniales britanniques, n'a jamais été formellement retirée ni fait l'objet d'excuses. Cette proclamation barbare était un des instruments de dépossession et d'extermination de la nation autochtone pacifique appelée Mi'kmaq et de la guerre de terreur contre les Acadiens pacifiques déportés par la force, une guerre pour la conquête de la Nouvelle-Écosse et des colonies canadiennes et pour faire d'Halifax un port de guerre (Pas de port pour la guerre !) et une base pour l'agression dans les Amériques.

En 1933, le conseil municipal a fait sculpter une statue de Cornwallis et a baptisé le parc au nom de ce criminel de guerre. L'hôtel Westin de l'autre côté de la rue, où se tient la Conférence des fauteurs de guerre d'Halifax (Forum d'Halifax sur la sécurité internationale), a aussi une salle appelée Cornwallis. *[Quelle honte !]*

Nous lançons l'appel à tous à signer la pétition lancée par les Mi'kmaq et leurs alliés pour décornwalliser (décoloniser) la Nouvelle-Écosse *[Houa !]*, pour le retrait du nom de cet agent de génocide de tout édifice ou lieu public de la province. *[Bravo !]* Dénonçons la résistance entêtée et injustifiable des gouvernements à cette demande juste et de principe ! On peut trouver cette pétition sur Internet en anglais, en français et en mi'kmaq.

Nous réaffirmons la décision collective que nous avons prise au rassemblement contre la guerre l'année dernière de renommer ce parc « Parc de la paix et de la liberté d'Halifax ». *[Bravo !]*



Des femmes innues manifestent au milieu des années 1980 contre les vols à basse altitude des avions de l'OTAN et pour l'autodétermination des Innus sur leur terre qu'ils appellent Nitassinan.

La politique d'extermination des peuples autochtones n'a pas changé à l'époque moderne. Partout dans les Amériques et dans le monde, les peuples autochtones se dressent à la défense de leur droit à l'autodétermination, de leur droit d'être.

Les nations autochtones du Canada ne donnent pas leur place pour ce qui est de l'opposition des peuples du Canada au bloc de l'OTAN mené par les États-Unis et ses préparatifs de guerre.

Alors saluons la résistance héroïque des Innus de Nitassinan aux menées des États-Unis et de l'OTAN qui ont fait du Labrador un centre privé de formation des pilotes militaires.

Combien se rappellent des Innus du Labrador ?

Pas beaucoup. Eh bien je vais vous dire quelque chose à leur sujet. En 1949, le Canada a été le premier pays à ratifier le Traité de l'Atlantique Nord. Lester B. Pearson a dit que l'OTAN était le prétexte idéal pour justifier l'établissement de bases militaires américaines en sol canadien, dont 23 avaient déjà été construites à Terre-Neuve et au Labrador durant la Deuxième Guerre mondiale.

La lutte contre l'OTAN a été menée à ce moment-là. Les Innus ont combattu pouce par pouce l'appropriation de leurs terres traditionnelles pour la construction des bases des États-Unis et de l'OTAN et contre les dommages causés à leur mode de vie par les vols à basse altitude des avions de combat des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la Luftwaffe allemande. Au lieu de défendre leurs droits, le gouvernement du Canada les a forcés de se déplacer, a fait des centaines d'arrestations et a criminalisé les Innus *[Honte à lui !]* qui ont occupé les bases militaires en masse. Aujourd'hui le Canada participe fébrilement à la militarisation de l'Arctique.

Et j'étais là avec eux.

Et que savez-vous des Lubicons de l'Alberta ? J'y étais également et moi et d'autres avons été arrêtés et jetés en prison. Et maintenant le gouvernement albertain a autorisé l'exploitation des sables bitumineux sur les terres des Lubicons sans leur consentement. Les conséquences catastrophiques de l'attitude de l'État colonial canadien envers les nations autochtones de notre pays se voient aujourd'hui dans l'attitude impérialiste et les guerres d'occupation envers les peuples autochtones de tous les pays, envers le peuple afghan, le peuple irakien, les peuples palestinien, haïtien et combien d'autres. Partout dans les Amériques et dans le monde, les peuples autochtones se dressent à la défense de leur droit à l'autodétermination, de leur droit d'être.

Ce rassemblement contre la guerre à Halifax est aussi à la défense des droits de tous les peuples à l'autodétermination. Les droits que nous exigeons pour le peuple d'Afghanistan doivent aussi être exigés pour les peuples autochtones du Canada !

Nous vous invitons tous à observer une minute de silence en souvenir des millions de personnes qui sont mortes à cause du génocide et des crimes contre l'humanité.

[Minute de silence suivie d'acclamations]

Notice biographique - Tony Seed -

Betty Peterson est née aux États-Unis en 1917. En tant qu'activiste sociale, pacifiste et quaker, elle et son défunt mari, Gunnar Peterson, ont été objecteurs de conscience durant la Deuxième Guerre mondiale. Ils ont également pris part au mouvement pour les droits civils à Chicago pendant 23 ans et aux manifestations contre la guerre du Vietnam avant de quitter les États-Unis pour s'établir à Halifax en 1975.



En Nouvelle-Écosse, Betty a continué de militer dans le mouvement pour la paix, surtout avec Voice of Women for Peace et la Halifax Society of Friends (Quakers). Elle s'y est lancée avec passion. Elle a soutenu des causes touchant à l'humanisation de l'environnement naturel et social, aux droits de femmes, à l'éducation, au désarmement nucléaire, à la solidarité avec Cuba, le Nicaragua et la Palestine et aux droits des peuples autochtones.

Elle a participé à plusieurs campagnes à l'extérieur de la province appuyées par la Société des amis qui ont été rapportées dans les médias nationaux, dont un périple à Little Buffalo, en Alberta, en 1988, pour soutenir les revendications territoriales des Lubicons, et un voyage à Goose Bay, au Labrador, en 1987, pour se joindre aux Innus qui protestaient contre les vols à basse altitude des avions à réaction de l'OTAN à partir de la base des Forces canadiennes.

Parmi les très nombreuses activités auxquelles elle a participé à Halifax, il y a les manifestations du mouvement oecuménique pour la justice sociale (avec le groupe Kairos) contre la guerre du golfe de 1991, celles pour un Sommet des peuples (P7) durant le sommet du G7 à Halifax en 1995 et l'occupation du centre d'emploi de la rue Gottingen en 1966 pour en empêcher la fermeture. Au début des années 2000, elle a participé à des vigiles contre la guerre en Irak et en Afghanistan et a été membre des Raging Grannies (Mémés déchaînées), un groupe d'activistes grisonnantes qui utilise le théâtre de rue comme moyen de promouvoir la paix et les droits des femmes. Betty Peterson a joué un rôle important dans la plupart de ces organisations comme organisatrice,

trésorière ou archiviste.

Quand je l'ai rencontrée dans les années 1980, j'ai d'abord été frappé par sa position politique qui se caractérise par l'opposition à l'impérialisme américain comme principale source de guerre et principale menace à la paix dans le monde, et par son appui chaleureux aux luttes de libération nationale. C'était un contraste par rapport à la ligne officielle qui blâme le peuple pour la violence et le racisme et qui voit la lutte contre l'occupation comme un « cycle de violence » dans lequel les victimes seraient autant à blâmer que les agresseurs. Nous avons sincèrement apprécié son dégoût du sectarisme et de l'esprit de faction qui divisaient le corps politique en fonction de l'idéologie de chacun et son opposition à l'utilisation des ONG par le ministère de la Défense nationale pour infiltrer le mouvement contre la guerre.

À l'automne 1997, plus de 200 de ses amis se sont rassemblés à l'église North pour célébrer son 80e anniversaire de naissance et lui rendre hommage pour son travail indéfectible. C'était une réfutation frappante de l'idée propagée que l'activiste antiguerre est « isolée » à Halifax et un témoignage de combien de vies elle a touchées. Aussi pugnace que jamais, elle a applaudi le travail de tous ceux qui participent aux luttes pour défendre les droits de tous et a salué en particulier l'appel de clairon « No Harbour for War ! » (pas de port pour la guerre !). Elle m'avait téléphoné la veille pour me dire d'amener toutes nos bannières car elle voulait les accrocher sur les murs de la salle et les reprendre fièrement à son compte.

Betty était une abonnée de la première heure de la revue *Shunpiking* et a soutenu sa lutte de 13 années pour une presse indépendante et progressiste qui place les préoccupations, la vie, la culture et l'histoire du peuple au centre de l'attention. Elle venait souvent nous voir à nos bureaux au 6211 rue Nord pour discuter du dernier numéro et féliciter tous les bénévoles qui se chargeaient de la distribution du magazine dans les villes et villages de la région du détroit de Canso où elle avait un petit chalet pour se reposer l'été.

Elle a signé ma mise en candidature pour le Parti marxiste-léniniste du Canada à plusieurs élections, surtout que la position proguerre des grands partis devenait de plus en plus évidente.

Son amie Carolyn van Gurp note sur Facebook que « Betty, qui allait bientôt avoir 100 ans, aurait bien aimé participer aux actions du 1er juillet contre la célébration du 150e anniversaire le matin près du pont. Mais elle n'en avait pas la force physiquement. »

Note

Lire également : [*History of Halifax, a Mi'kmaw Perspective*](#).

(*No Harbour for War, Nova Scotia Archives*)



La lutte de la Corée pour la paix et la réunification

Non à la participation du Canada aux préparatifs de guerre contre la RPDC!

Faisons du Canada une zone pour la paix!

**- Déclaration du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste)
et de la Fédération coréenne au Canada -**

Le 4 juillet, la République populaire démocratique de Corée (RPDC) a testé son missile balistique

intercontinental Hwansong-14. Cela s'inscrit dans le renforcement de sa capacité de défense face à l'agression continue des États-Unis qui comprend le chantage nucléaire, les manoeuvres militaires annuelles visant un changement de régime et les sanctions économiques et politiques. Cette agression et les préparatifs de guerre qui l'accompagnent sont des crimes contre la paix, la plus grave des infractions au droit international. Ils doivent être condamnés en tant que tels.

Piquets à Toronto contre les préparatifs de guerre américains



Piquet du 31 mai 2017 à Toronto

CALENDRIER D'ÉVÉNEMENTS

Immédiatement après le test de missile, les États-Unis et les autres grandes puissances, dont le Canada, l'ont qualifié de provocation de la part de la RPDC et l'ont condamné comme violation des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU.

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) et la Fédération coréenne du Canada appellent toutes les personnes éprises de paix et de justice au Canada et dans le monde à prendre fermement position pour la paix sur la péninsule coréenne et à résolument s'opposer aux menées des fauteurs de guerre américains et canadiens qui réclament d'autres mesures d'agression et d'autres sanctions contre la RPDC et le peuple coréen. Le gouvernement Trudeau, notamment la ministre des Affaires étrangères Chrystia Freeland et le ministre de la Défense nationale Harjit Sajjan, veulent obtenir un plus grand rôle militaire pour le Canada dans les guerres d'agression et d'occupation et dans l'édification d'empire américain partout dans le monde, y compris en Corée. Nous disons : Non ! Faisons du Canada une zone pour la paix !

Les médias monopolisés au Canada et ailleurs justifient ces crimes en présentant la RPDC comme une menace pour la paix et la stabilité dans la région. La présence militaire agressive des États-Unis dans la région, qui remonte à plus de 70 ans, est ensuite présentée comme un contre-poids nécessaire à une RPDC prétendument belligérante.

Bien au contraire, les États-Unis sont la source première d'instabilité dans la péninsule coréenne et rien ne saurait justifier les crimes horribles qu'ils y ont commis, notamment durant la Guerre de Corée. Cela comprend les bombardements en tapis qui ont rasé le pays et l'utilisation prouvée d'armes chimiques et biologiques, qui ont fait des millions de morts, surtout parmi les civils. Cette

hostilité se poursuit aujourd'hui avec les grandes manoeuvres militaires annuelles qui prennent un caractère toujours plus agressif et le système de défense de zone du théâtre à haute altitude (THAAD) dans le sud de la Corée. Le THAAD fait partie de la course aux armes nucléaires et a pour effet de déstabiliser encore plus la région puisqu'il menace également la Chine et la Russie.

La désinformation au sujet de la RPDC cache aussi le fait que les impérialistes américains refusent depuis près de 65 ans de signer un traité de paix avec la RPDC pour officialiser la fin de la Guerre de Corée, tel que stipulé par l'Accord d'armistice du 27 juillet 1953. Le gouvernement de la RPDC a souligné à maintes reprises que l'intransigeance et l'agression américaines l'obligent à consacrer des ressources considérables à la défense nationale pour défendre son droit d'exister et maintenir un équilibre et la paix sur la péninsule.

Un exemple frappant de la désinformation au sujet de la RPDC est donné par les propos tenus le 15 juillet par l'ambassadrice des États-Unis à l'ONU Nikki Haley au Conseil de sécurité : « C'est un jour sombre en raison des actions récentes de la Corée du nord qui font de ce monde un endroit plus dangereux. Leur tir illégal de missile n'était pas seulement dangereux, il était également irréfléchi et irresponsable. Il a montré que la Corée du nord ne veut pas faire partie d'un monde de paix. Ils ont projeté une ombre de conflit sur toutes les nations qui désirent la paix. » Haley et d'autres espèrent que les peuples oublient les crimes de guerre des États-Unis dans le monde qui ont fait des millions de morts, qu'ils oublient la présence de centaines de bases militaires, de centaines de navires de guerre et de milliers d'armes nucléaires dans le monde qui représentent de loin la plus grande menace à la paix et la stabilité.



La ministre Chrystia Freeland a dit le 4 juillet, dans la même veine, que le teste de missile balistique de la RPDC était « une menace directe à la paix et à la sécurité régionales et internationales, et continue de souligner la nécessité d'une intervention unifiée à l'échelle internationale ». Elle affirme de plus que « le Canada continuera d'apporter son soutien indéfectible à la Corée du sud, au Japon et à ses autres partenaires dans la région, ainsi que de participer aux efforts internationaux visant à lutter contre la prolifération des programmes d'armement nucléaire et de missiles balistiques de la Corée du nord ».

Ces propos irresponsables sont une menace à peine voilée à la paix sur la péninsule coréenne. Pourquoi n'a-t-elle pas enjoint les États-Unis à signer un traité de paix comme ils sont tenus de le faire et qui serait une contribution énorme à la garantie de la paix sur la péninsule ? Pourquoi n'a-t-elle pas condamné les manoeuvres militaires agressives que mènent conjointement les États-Unis et la Corée du sud qui sont en soi un crime contre la paix et une infraction à la charte de l'ONU ? Pourquoi le Canada ne s'est-il pas élevé contre le déploiement du système de défense en haute altitude en Corée du sud ? C'est déjà suffisamment honteux que le Canada ait participé illégalement à la Guerre de Corée du côté des États-Unis. Madame Freeland propose maintenant que le Canada continue de se livrer à l'agression et de s'ingérer dans les affaires du peuple coréen. Cela ne doit pas passer !

Le peuple coréen est déjà en marche pour réaliser la réunification pacifique et indépendante de sa

nation divisée par les États-Unis en 1945. Un élément essentiel de ce projet d'édification nationale est le retrait immédiat des 28 000 soldats américains de la péninsule coréenne, la fermeture de toutes les 90 bases militaires dans le sud et le retrait des armes et du matériel militaires américains, dont les missiles nucléaires et balistiques, du territoire coréen. Il requiert que les États-Unis concluent immédiatement un traité de paix avec la RPDC.



Manifestations contre la guerre à l'île Jeju, Corée, 20 juin 2017

Le Canada doit faire sa part en ramenant tout de suite le *NCSM Ottawa* et le *NCSM Winnipeg* engagés dans les manœuvres militaires en eaux coréennes. Il doit normaliser les relations avec la RPDC en réalisant en pratique les conditions des relations diplomatiques établies en 2001, dont l'engagement à promouvoir la paix et des rapports à l'avantage réciproque entre les deux pays. Le peuple coréen, qui a vécu 5000 ans comme un seul peuple, a le droit d'exister et le droit de résoudre les conflits sur la péninsule sans les menaces militaires, le chantage nucléaire et l'ingérence des États-Unis et des autres grandes puissances avec la complicité du Canada et d'autres pays.

Le Canada doit contribuer à la paix et la sécurité internationales en défendant la primauté du droit international et en recherchant une résolution des conflits entre les peuples et nations par des moyens pacifiques. Il doit rejeter l'agression, la guerre et les activités illégales des États-Unis qui sont présentement justifiées au nom de la paix et de prétendus nobles idéaux. Le Canada doit défendre la paix sur la Péninsule coréenne et dire Non ! à une autre guerre de Corée ! Nous vous appelons à faire votre contribution à l'effort pour faire du Canada une zone pour la paix en vous joignant aux piquets contre la guerre et en discutant de ces importantes questions de paix et de guerre dans votre entourage.

Non à la participation du Canada aux préparatifs de guerre américains contre la RPDC !

Troupes américaines, hors de Corée !

Les États-Unis doivent signer un traité de paix avec la RPDC !

Faisons du Canada une zone pour la paix !

Organisons-nous pour un gouvernement antiguerre !

(5 juillet 2017)



Une réunion publique à Toronto exprime son appui militant à la réunification de la Corée

Une réunion publique des plus animée a eu lieu à Toronto le 17 juin dernier pour discuter du mouvement du peuple coréen pour la paix et la réunification dans le contexte de la situation complexe et tendue qui existe dans la péninsule coréenne aujourd'hui. La rencontre a été organisée par le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) et la Fédération coréenne du Canada à

l'occasion du 17e anniversaire de la signature de l'historique Déclaration conjointe Nord-Sud en 2000 entre les gouvernements de la République populaire démocratique de la Corée (RPDC) et la République de Corée (RDC) qui a ouvert un nouveau chapitre de la longue lutte pour la réunification coréenne.



Les orateurs principaux à la réunion étaient Hack Pil Chung qui a parlé au nom de la Fédération coréenne du Canada, une organisation pancanadienne qui lutte pour la réunification et la paix dans la péninsule coréenne, et Philip Fernandez qui a parlé au nom du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste).

Parlant en coréen et ses propos étant traduits par Jihong Kim, un membre de Hope 21, une organisation basée à Toronto qui appuie la démocratie et la paix en Corée, Hack Pil Chung a dit que le peuple coréen a mené une lutte longue et déterminée pour la paix et la réunification de son pays qui est divisé depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Il a dit que les trois piliers principaux de la réunification coréenne ont été énoncés par le premier ministre de la RPDC Kim Il Sung au début des années 1970, soit que la paix et la réunification de la Corée doivent être l'oeuvre du peuple coréen lui-même, sans ingérence étrangère ; que la réunification doit être faite pacifiquement et qu'elle doit être réalisée par un peuple coréen uni qui met de côté les différences politiques dans l'intérêt de la nation coréenne. M. Hack a souligné que ces trois piliers de la réunification coréenne sont le produit de l'expérience politique et de l'histoire du peuple coréen, laquelle a démontré qu'il doit être son propre libérateur.



Il a dit que la signature de la Déclaration conjointe Nord-Sud du 15 juin à Pyongyang par Kim Jong Il, le dirigeant d'alors de la RPDC, et par le président Kim Dae-jung de la RDC, a été le résultat d'une lutte intense et a été réalisée en dépit de l'ingérence des gouvernements pro-américains du sud qui ont persécuté, emprisonné et tué plusieurs personnes qui ont lutté pour la réunification. Il a parlé de certains des projets qui ont été engendrés par la Déclaration dont la zone économique conjointe de Kaesong qui est un grand succès et où des capitalistes sud-coréens ont construit des usines dans lesquelles les travailleurs de la RPDC ont fabriqué une grande variété de produits.

Il a ajouté que l'élection du nouveau président sud-coréen Moon Jae-in a créé un certain espoir de reprise des relations formelles intercoréennes après une interruption de 10 ans imposée par les administrations anticomunistes de Park Guen-hye et de Lee Myung-bak. Il a dit que les Coréens vont devoir continuer de mettre de l'avant leur demande de paix et de réunification afin de s'assurer que les déclarations publiques du président Moon se traduisent en actes.

Philip Fernandez a expliqué comment les États-Unis ont divisé unilatéralement la Corée à la fin de la Deuxième Guerre mondiale dans le but de transformer la Corée en un avant-poste anticommuniste contre l'Union soviétique et la République populaire de Chine naissante. Il a décrit comment le gouvernement militaire américain en Corée a lancé une campagne de terreur pour faire éclater la République populaire de Corée qui avait été déclarée par le peuple coréen victorieux le 6 septembre 1945 et comment les États-Unis depuis ce temps-là ont tout fait pour maintenir la Corée divisée même au prix du déclenchement de la Guerre de Corée le 25 juin 1950 alors que les forces patriotiques coréennes semblaient sur le point de réussir à chasser de Corée les États-Unis et le gouvernement anticommuniste détesté de Syngman Rhee.



Philip a aussi souligné que les États-Unis, après avoir été forcés de signer l'Accord d'armistice coréen en 1953 lors de la Guerre de Corée, ont non seulement refusé d'en appliquer les termes mais ont constamment refusé de le remplacer par un traité de paix afin de réduire immédiatement les tensions et de travailler à la paix, ce qui aurait bénéficié au peuple coréen et aux peuples du monde. Au lieu de cela, les impérialistes américains poursuivent leur campagne de démonisation perpétuelle de la RPDC, sur une base anticommuniste, l'accusant d'être une menace pour la paix. C'est sous ce prétexte qu'ils tentent de justifier la militarisation de la Corée du sud et les préparatifs de guerre contre la Corée et que se sont joints à leur entreprise belliciste le Canada, la Grande-Bretagne et d'autres pays.

Il a conclu sa présentation en disant que le peuple coréen jouit maintenant d'un peu d'espace pour respirer avec le nouveau gouvernement Moon et qu'en gardant l'initiative politique dans ses mains et en demeurant fidèle à ses convictions et à sa tradition de lutte, il va réussir à chasser les forces d'occupation américaines et à réaliser sa réunification.



Plusieurs points importants ont été soulevés dans la discussion. Un participant a fait remarquer que les États-Unis ont mis à profit la transition vers un nouveau gouvernement en Corée du sud pour imposer l'installation de leur Système de défense antimissile à haute altitude (THAAD). Un autre a dit que bien que l'opposition au THAAD soit massive, le public canadien est privé de cette information à cause du rôle de sabotage que jouent les médias monopolisés qui ne cessent de justifier l'agression impérialiste américaine et de vilipender la RPDC. Deux intervenants ont fait remarquer que la Chine considère le déploiement

du THAAD, qui fait partie de la course aux armements nucléaires, comme une menace à sa sécurité et est en train de prendre des mesures pour s'y opposer par le biais des canaux de commerce et de tourisme avec la Corée du sud.

Plusieurs participants à la réunion, qui avaient pris part aux piquetages hebdomadaires à Toronto contre l'agression américaine contre la RPDC, ont parlé de l'importance de ce travail pour briser la désinformation au sujet de la RPDC. Ils ont dit qu'en dix semaines, environ 1500 déclarations en

coréen et en anglais ont été distribuées en divers endroits dans la ville et que ce travail a donné l'occasion aux gens de venir leur parler et d'exprimer leurs préoccupations face aux développements internationaux et leur rejet de l'agression perpétrée contre la RPDC par les États-Unis et d'autres pays. Ce travail antiguerre est crucial et doit être développé davantage, ont-ils dit.

Un autre point important qui a été soulevé est le rôle central que joue la RPDC dans la défense de la réunification dans toutes les conditions et dans l'élaboration de comment cela peut se faire en pratique. Contrairement à ce qui passe en Corée du sud, où le peuple n'a pas toujours eu les conditions nécessaires pour faire ce travail, le peuple de la RPDC contrôle son destin et utilise cette situation pour défendre et développer la cause de la réunification nationale à chaque point tournant.

Un journaliste couvrant l'événement pour un média sud-coréen était présent à la réunion. Il a dit que le peuple de la Corée du sud serait très encouragé de savoir qu'une réunion sur la paix et la réunification de la péninsule coréenne s'est tenue à Toronto.

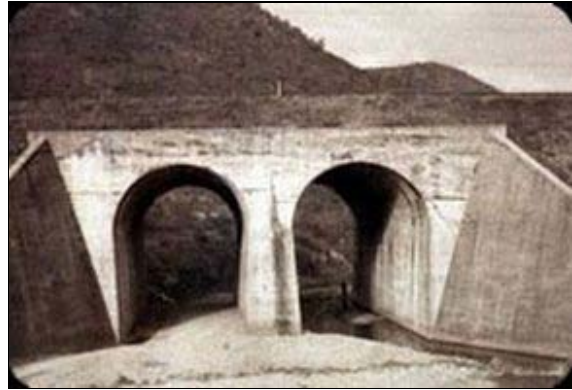
On a également fait valoir que la RPDC, par le biais de sa direction et de sa défense de principe de la paix dans la péninsule coréenne, a maintenu l'équilibre dans la péninsule face à l'agression et aux préparatifs de guerre des États-Unis. Bien que personne ne veuille qu'un pays quel qu'il soit possède des armes nucléaires, et que ce n'est pas une bonne chose que la RPDC ait dû recourir à leur développement pour tenir en échec les impérialistes américains, elle n'a violé aucune loi internationale en agissant comme elle le fait. [1] Les menaces de guerre nucléaires, le chantage et les sanctions économiques et politiques de longue date qu'exercent les États-Unis contre elle sont totalement injustes et doivent être dénoncés par tous les gens épris de justice et de paix, a-t-on fait remarquer.



La réunion a affirmé la justesse de la cause du peuple coréen et les participants se sont engagés à intensifier leur travail à la défense de la paix dans la péninsule coréenne en demandant que les troupes américaines sortent de Corée et en développant tout l'appui possible pour le projet d'édification nationale du peuple coréen qui affirme le droit du peuple à la réunification pacifique de la Corée. Les Canadiens doivent appuyer la lutte du peuple coréen pour la paix et la réunification en luttant pour un gouvernement antiguerre à la lumière surtout du bellicisme du gouvernement libéral de Justin Trudeau contre la RPDC et de ses tentatives, aux côtés des États-Unis et de l'OTAN, d'engager les Canadiens dans des guerres d'agression et d'occupation auxquelles la vaste majorité d'entre eux s'opposent.



Pyongyang a été rasée par des bombardements américains durant la Guerre de Corée, comme le fut l'ensemble de la République populaire démocratique de Corée.



Le pont de Gun Ri : les troupes américaines ont ordonné aux civils coréens de se placer sur la voie ferrée sur le pont où ils étaient fouillés pour des armes. Les soldats ont ensuite commandé un raid aérien et ont fui les lieux. Du nombre des rescapés, beaucoup se sont tapis dans le tunnel sous le pont pendant quatre jours, du 26 au 29 juillet, pendant que continuaient de pleuvoir les tirs. Des équipes de secours américaines sont allées voir les rescapés mais ne leur ont pas offert d'aide.

(www.askasia.org)



Des exécutions sommaires de prisonniers politiques sud-coréens par l'armée et la police de Corée du sud à Daejeon en juillet 1950. Les exécutions ont duré plusieurs jours. Les photos ont été prises par l'armée américaine. Le lieutenant-colonel Bob E. Edwards, l'attaché militaire des États-Unis responsable de documenter les exécutions, a dit : « Les prisonniers de guerre ont généralement été bien traités après l'évacuation du front. » On estime que 7 000 personnes ont été tuées à Daejeon et des dizaines de milliers d'autres ailleurs.



Marche internationale pour la paix à Pyongyang le 24 juillet 2013 à l'occasion du 60e anniversaire de la victoire de la RPDC sur les impérialistes américains et leurs alliés dans la Guerre de Corée

Note

Gregory Elich, qui est sur le Conseil d'administration de l'Institut de recherche Jasenovac et sur le Conseil consultatif de l'Institut de politique coréenne, écrit ce qui suit :

Comme l'a fait observer le ministre nord-coréen des Affaires étrangères : « Il n'y a pas un seul article ou une seule clause de la Charte de l'ONU ou d'autres lois internationales qui stipule qu'un test nucléaire ou un lancement d'une fusée balistique posent une menace à la paix ou à la sécurité internationale. » La puissance politique et économique des États-Unis leur a donné les moyens de pousser les autres membres du Conseil de sécurité de l'ONU à accepter leur demande d'imposition de sanctions à la Corée du nord. Il en résulte que la Corée du nord est le seul pays ciblé par les sanctions de l'ONU qui lui interdisent de tester les mêmes types de missiles que les autres pays sont libres de tester. Il n'existe pas de base juridique pour ce deux poids deux mesures, lequel résulte d'abord et avant tout de l'influence des États-Unis.

Dans la perspective nord-coréenne, les exercices militaires à grande échelle que les États-Unis tiennent régulièrement de concert avec la Corée du sud sont menaçants. Ces exercices sont une

répétition en vue d'une invasion de la Corée du nord et comprennent des opérations de décapitation visant à assassiner les dirigeants nord-coréens. Récemment, des bombardiers américains B-18 ont exécuté une série de vols au-dessus de la Corée du sud en tant que pratique du largage d'un tapis de bombes sur la Corée du nord. Conçus originalement pour le lancement de bombes nucléaires, les B-18 ont été convertis à un rôle d'armement conventionnel exclusif il y a dix ans. Cet avion demeure encore une arme formidable qui peut transporter trois fois le niveau de bombes d'un B-52.

Dans la perspective de l'occident, aucune de ces actions ne saurait être considérée comme étant « provocatrice » ou une « menace » contre la Corée du nord. On peut imaginer cependant la réaction hystérique qui se produirait si la Russie tenait des exercices militaires conjoints avec Cuba, pratiquant le bombardement et l'invasion des États-Unis et l'assassinat des dirigeants politiques des États-Unis.

(<https://gregoryelich.org>)



Venezuela

Vigoureux piquetage et rassemblement à Vancouver en appui au Venezuela



Le 7 juillet, les supporters de la Révolution bolivarienne du Venezuela ont dressé leur 20^e piquetage mensuel consécutif devant le consulat des États-Unis à Vancouver pour exiger que les États-Unis cessent de s'ingérer au Venezuela et pour soutenir le droit du Venezuela à l'autodétermination. Ils ont aussi dénoncé l'État canadien pour son appui au changement de régime au Venezuela.

Suite au piquetage, une centaine de personnes représentant plusieurs sections du peuple canadien se sont rassemblées sur la rue Robson de l'autre côté de la rue de la Galerie d'art de Vancouver pour exprimer leur appui au projet d'édification nationale du peuple vénézuélien et dénoncer le terrorisme et le sabotage menés par les contre-révolutionnaires appuyés par les États-Unis. Les participants ont défié les menaces des réactionnaires d'amener beaucoup de monde pour perturber le rassemblement.

Le 2 juin, des réactionnaires comprenant des policiers en civil et des fier-à-bras lumpens ont eu recours à des provocations verbales et physiques sans réussir à disperser le rassemblement en appui

au gouvernement révolutionnaire vénézuélien de Nicolas Maduro. Ces contre-révolutionnaires se sont retirés après un face-à-face bruyant de cinq heures qui a duré jusqu'à 22 heures. Les policiers en uniforme de Vancouver brillaient par leur absence, ce qui montre qu'il s'agissait d'une provocation organisée par l'État.

Les participants à l'action du 7 juillet sont arrivés tôt pour monter un kiosque d'information, un système de son, des bannières et des drapeaux de sorte que les réactionnaires n'ont pas osé se montrer le bout du nez. Au cours du rassemblement qui a duré deux heures, plusieurs orateurs se sont adressés aux participants ainsi qu'aux passants, on a joué de la musique latino-américaine, un artiste a chanté plusieurs chansons, et on a scandé des slogans comme « Bas les pattes du Venezuela ! ». Les participants ont aussi distribué de la littérature et tenu des discussions animées.

Ces actions ont porté un dur coup aux calomnies et à la désinformation propagées par les médias et les politiciens contre le gouvernement du Venezuela. Elles ont aussi été une expression de l'appui du peuple canadien à tous ceux qui revendiquent et luttent pour construire un monde nouveau fondé sur la liberté et le progrès.



Les peuples qui résistent appuient la Révolution bolivarienne et Nicolas Maduro

- Front Hugo Chavez de défense des peuples -



Toronto le 2 juin 2017

Face à l'attaque brutale du régime militariste des États-Unis et de son président Donald Trump et de la droite internationale et de ses laquais vénézuéliens contre la Révolution bolivarienne et contre son président Nicolas Maduro :

Le Front Hugo Chavez de défense des peuples de Toronto, au Canada, dénonce la guerre économique et le blocus économique menés contre le peuple vénézuélien, qui cherchent à détruire le legs du commandant Hugo Chavez et à restaurer des groupes qui ont déjà détenu le pouvoir ainsi que les sociétés internationales qui historiquement se sont livrées au pillage du Venezuela.

Nous condamnons la vague de violence et d'assassinats que des groupes fascistes font déferler sur différentes villes du Venezuela, ces mêmes groupes qui aujourd'hui [15 juillet] prétendent mener un

« plébiscite » illégal contre les institutions révolutionnaires et la primauté du droit au Venezuela.

Nous dénonçons le siège permanent mené par Luis Almagro, un serviteur des États-Unis, qui représente l'OÉA moribonde et corrompue.

Nous saluons et appuyons la mise en place de l'Assemblée constituante qui contribuera à la consolidation de la démocratie participative, cet instrument de dialogue en profondeur et de consolidation de la paix et de la justice sociale.

***Vive la Révolution bolivarienne !
Vive le legs du commandant Hugo Chávez !***



Montréal le 31 mai 2017



Sur la situation actuelle au Venezuela

- Ambassade de la République bolivarienne du Venezuela au Canada -

Le contexte actuel d'instabilité institutionnelle qui secoue présentement la société vénézuélienne est le résultat d'actions d'irrationalité politique menées par des secteurs radicaux de l'opposition qui s'opposent à l'administration du président Nicolás Maduro Moros.

Dès l'arrivée au pouvoir du président Hugo Chávez, a commencé un processus interne de calomnies et d'atteintes à la légitimité du gouvernement légalement constitué par le biais d'attaques appuyées par de puissants joueurs étrangers, des actions menées par les mêmes forces de l'opposition qui espèrent aujourd'hui renverser le gouvernement actuel.

À ce comportement entêté de l'opposition vénézuélienne s'est ajoutée une attaque économique sans merci visant à déstabiliser la devise vénézuélienne, ce qui a déclenché une crise sans précédent de l'économie nationale qui a été exacerbée par la chute des prix internationaux des hydrocarbures, ce qui a rendu encore plus difficiles les efforts du gouvernement pour assurer un approvisionnement en médicaments et en denrées alimentaires de base, en particulier pour les



secteurs les plus vulnérables de la population.

À cet égard, il est bon de se rappeler que le 6 décembre 2015 ont eu lieu les élections parlementaires où l'opposition vénézuélienne a obtenu la majorité des voix, une victoire que le gouvernement bolivarien a reconnue. Cependant, ces résultats furent contestés dans trois circonscriptions comme étant dus à des pratiques électorales frauduleuses et les candidats lésés ont déposé une plainte auprès de la Cour suprême de justice qui a ordonné la révocation de trois députés de l'État d'Amazonas.

Le 6 janvier 2016, l'Assemblée nationale a assermenté les députés que la Cour suprême de justice avait révoqués, contrevenant ainsi à la décision de la cour. Le même jour, le président de l'Assemblée nationale a déclaré que l'objectif était de chasser le président Nicolas Maduro de son poste dans les prochains six mois, en violation flagrante de la Constitution nationale. À partir de ce moment-là, l'Assemblée nationale a commencé à faire fi des décisions du pouvoir judiciaire de même que du mandat constitutionnel assigné à la branche exécutive. L'opposition contrôle l'Assemblée nationale depuis un an mais elle n'a jamais contribué à trouver des solutions aux défis qui se posent au pays.

En raison de l'adversité entre l'Assemblée nationale et le président de la République, laquelle menaçait le fonctionnement même de l'administration publique, la Cour suprême de justice, en réaction à un recours en annulation et un autre en matière d'interprétation déposé contre les actes de la plus haute instance de la branche législative, a rendu deux décisions le 27 et 29 mars 2017 (décisions numéro 155 et 156) dans le but principal de préserver la primauté du droit face aux agissements inacceptables de l'Assemblée nationale.

Afin de surmonter ces divergences institutionnelles, le président Nicolas Maduro a appliqué l'article 323 de la Constitution, lequel stipule la tenue d'une réunion du Conseil de Défense de la nation en tant que la plus haute instance de consultation et de conseil du gouvernement du Venezuela, dans l'intention de trouver une solution aux interprétations divergentes entre le Pouvoir moral et la Cour suprême de justice. Ces deux derniers font partie des cinq pouvoirs enchâssés dans notre constitution qui garantit la nécessaire collaboration entre les pouvoirs selon la séparation classique des pouvoirs.

Aussi est-il important de noter qu'il a été décidé de mettre l'accent sur le besoin de dialogue et d'inciter l'opposition vénézuélienne à participer au dialogue national préconisé par le chef d'État et ce, sans délai, processus qui a été approuvé par le Vatican. Rappelons aussi que le président de l'Assemblée nationale a été invité à participer à cette session du Conseil de défense de la nation mais qu'il a décliné. Une autre décision a été de répudier toute intervention qui minerait l'indépendance, la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'autodétermination puisque, en raison du principe de l'autodétermination des peuples, les affaires des Vénézuéliens doivent être résolues exclusivement par les Vénézuéliens, sans ingérence ni intervention et conformément à la juridiction interne de l'État vénézuélien.

La décision du Conseil de Défense nationale ainsi que la déclaration de la Cour suprême réaffirment l'existence d'une saine démocratie et de pléines libertés au Venezuela, où existe la séparation des pouvoirs, où les divergences d'opinion existent et sont acceptées comme partie intégrante d'une société pluraliste et gérées en vertu de mécanismes appropriés mis en place pour la protection de notre constitution. La démocratie de notre pays est telle que sur une base quotidienne divers réseaux médiatiques se prononcent contre l'administration gouvernementale, les gens exercent leur liberté de parole, leur droit de manifester sans autorisation et certains ont même recours à la désobéissance civile, ce qui n'est pas permis dans d'autres pays.

Malheureusement, en 2017, ces mêmes secteurs de l'opposition vénézuélienne ont poursuivi leur ordre du jour de manifestations de rue, lesquelles ont souvent dégénéré en actes de violence

causant des décès, des lésions corporelles et des dommages matériels. Ces incidences ont été accompagnées d'actions menées par des forces externes - telles l'Organisation des États américains et son secrétaire général - qui ont amené le Venezuela à se retirer de cet organisme international.

En raison de ce climat de violence généré par l'opposition et de la nécessité de garantir la paix au pays, le 1er mai 2017, le président de la République bolivarienne du Venezuela, Nicolas Maduro Moros, de façon souveraine et conformément à la Constitution nationale, a convoqué le pouvoir national pour qu'il mette sur pied une Assemblée constituante nationale en vertu des pouvoirs conférés par la Constitution nationale aux articles 347, 348 et 349. Il s'agit d'un geste souverain, conformément au plein épanouissement de la démocratie participative et protagonique qui existe au Venezuela depuis 1999. Nous exigeons le respect de tous les pays de la communauté internationale envers cette démocratie et son développement.



Venezuelan President Nicolás Maduro (centre) meets with foreign guests from more than 35 countries to explain the decision to convene a Constituent Assembly at this time and the situation Venezuela is facing, Caracas, May 12, 2017.

Les incidents de violence n'ont pas arrêté comme en témoignent les attaques contre les institutions de l'État vénézuélien comme celle qui a été perpétrée le 27 juin 2017 et qui fait partie de l'escalade des tentatives de coup contre la constitution de la République républicaine du Venezuela et de ses institutions. Aux yeux du gouvernement bolivarien, ces attaques sont de nature terroriste et menées dans le cadre d'une offensive insurrectionnelle fomentée par des facteurs extrémistes au sein de l'extrême-droite vénézuélienne appuyés par des centres de pouvoir étrangers.

Ces attaques n'empêcheront pas le processus constituant populaire, ni n'entraveront-elles l'exercice par le peuple de son droit de voter le 30 juillet 2017 dans le but d'élire les membres de l'Assemblée constituante nationale convoquée par le président constitutionnel de la République bolivarienne du Venezuela, Nicolas Maduro Moros. Cette Assemblée constituante élaborera une nouvelle constitution adaptée à cette période et aux défis présents et le texte de cette constitution sera soumis à la population électorale du Venezuela pour approbation.

(Photos : MinCL, TeleSUR, PSUV)



Un sénateur américain parle de «sévères sanctions» si l'Assemblée constituante se réalise



« L'Assemblée constituante est la solution », État de Miranda, le 15 juillet 2017 (PSUV)

Le sénateur américain Marco Rubio a menacé le gouvernement vénézuélien de « sanctions sévères » si l'Assemblée nationale constituante est mise en place. Le président vénézuélien Nicolas Maduro a réagi à ces menaces en déclarant que le Venezuela ne se laissera pas intimider, selon un reportage du 12 juillet de TeleSur. Selon TeleSur :

« Rubio a dressé une liste de trois exigences draconiennes envers le Venezuela sur son compte twitter.

« 1. Libérez et accordez l'amnistie à tous les prisonniers politiques. 2.Arrêtez le processus d'assemblée constituante'. 3.Fixez et tenez des élections sous supervision internationale », exige le sénateur.

« La réconciliation avec le Venezuela est possible si Maduro suit la voie proposée. Mais si l'assemblée constituante' se réalise, attendez-vous à des sanctions américaines sévères », a-t-il dit.

Peu après, le président Maduro a publié un tweet où il déclare que « le Venezuela est un pays libre et souverain qui ne se laisse pas intimider par les empires mondiaux peu importe lesquels ».

« Aucun gouvernement ne viendra nous dire ce que nous devons faire...Le Venezuela surmontera ses problèmes à l'aide du processus de l'Assemblée constituante et forcera l'impérialisme à se rétracter », a-t-il dit.

La mise sur pied de l'Assemblée constituante vise à favoriser une solution pacifique par le dialogue à la crise politique actuelle au Venezuela. Le vote final est fixé au 30 juillet alors que 20 millions de Vénézuéliens voteront pour 6 120 candidats représentant divers secteurs et territoires de la société.

Un grand nombre de groupes d'opposition ont refusé de participer au processus de la constituante et du dialogue pour résoudre ensemble les problèmes qui se posent au pays.

Le président Nicolas Maduro avait annoncé que les élections présidentielles auraient lieu en 2018 conformément à ce qui a déjà été fixé et requis par la constitution.

Le sénateur Rubio a déjà fait pression pour une ingérence accrue au Venezuela, et plus récemment lors d'un Conseil permanent de l'Organisation des États américains le 28 mars où il a menacé différentes organisations membres de mesures diplomatiques si elles votaient en faveur de la non-ingérence dans les affaires du Venezuela et du respect pour sa souveraineté.

Rubio est aussi une voix prépondérante en faveur de la ligne dure envers Cuba aux États-Unis. Il préconise la continuation du blocus en dépit de la vaste opinion populaire qui veut y mettre fin.

(Photos : MinCL, TeleSUR, PSUV)



Des autobus incendiés le 22 mai 2017 dans l'État de Bolivar, un exemple de la violence et de la destruction de la propriété à laquelle se livre l'opposition



Nouvel échec au Sommet de Mexico des manigances des États-Unis pour obtenir un mandat d'ingérence de l'Organisation des États américains

- Margaret Villamizar -

À l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains (OÉA) qui s'est tenue à Cancun au Mexique du 19 au 21 juin, les États-Unis et leurs alliés, dont le Canada, ont une fois de plus échoué à faire adopter une déclaration qui leur donnerait le mandat d'intervenir contre le gouvernement du Venezuela. En raison de leur incapacité à faire pression, à soudoyer et à faire chanter suffisamment d'États membres de l'OÉA pour qu'ils se soumettent, et suite aux échecs précédents, l'Assemblée n'a pas pris position.

Une consultation antérieure des ministres des Affaires étrangères de l'OÉA le 31 mai a été suspendue sans prise de vote ou consensus après que les 14 membres de la Communauté caribéenne (CARICOM) et les pays d'Amérique centrale et du Sud membres de l'Alliance bolivarienne pour les Amériques (ALBA) aient soutenu le principe de la non-ingérence dans les affaires des autres États membres et refusé de pactiser avec la déclaration hostile et interventionniste sur le Venezuela, présentée par les États-Unis, le Canada, le Mexique et d'autres pays. [1]



Manifestation contre l'ingérence de l'OÉA au Venezuela, à Caracas le 25 avril 2017 (AVN)

La consultation a été reconvoquée la veille de l'Assemblée générale. Cette fois, les États-Unis et leur groupe étaient convaincus que l'affaire était dans le sac avec un nouveau projet de déclaration

obtenu par des « négociations » avec CARICOM. Les États-Unis sont entrés à la réunion, confiants qu'ils recevraient le soutien de la majorité des deux tiers (23 votes) nécessaire pour l'adoption. Cependant, cela ne s'est pas produit. Un certain nombre de pays ont brisé les rangs avec les États-Unis et d'autres pays, dénonçant les ententes d'arrière-boutique en s'opposant au fait que le nouveau document de « consensus » avait été « négocié » derrière leur dos et sans leur consentement. Lorsque le vote a été pris, la proposition a reçu trois voix de moins que la majorité des deux tiers requise pour son adoption. Vingt pays ont voté en sa faveur, cinq contre et huit se sont abstenus. Le Venezuela n'a pas participé au vote.

La prochaine manoeuvre des États-Unis et de 10 autres pays a été de publier un communiqué à l'Assemblée générale se lamentant de l'absence de consensus régional sur la prise de mesures contre le Venezuela et mettant une liste complète de demandes que le gouvernement vénézuélien devrait accepter. Il s'agissait notamment d'annuler l'Assemblée nationale constituante appelée par le président Nicolás Maduro afin d'habiliter le peuple vénézuélien à résoudre les problèmes du pays par des moyens pacifiques et constitutionnels. Le communiqué demandait également à l'OÉA de créer un « groupe d'amis », un « groupe équilibré de pays » selon les mots du secrétaire d'État adjoint des États-Unis John J. Sullivan, « qui serait intéressé à contribuer à la résolution de la crise au Venezuela au nom du peuple Vénézuélien ». On a rapporté dans les médias canadiens que le Canada était considéré pour diriger un tel groupe. Le Venezuela s'est opposé à ce que l'OÉA s'attribue un tel rôle étant donné son histoire sordide d'instrument d'intervention des États-Unis. Au lieu de cela, le gouvernement du Venezuela a invité les membres de la Communauté d'États latino-américains et caraïbes (CELAC) -- République dominicaine, El Salvador, Nicaragua, Saint-Vincent-et-les Grenadines et l'Uruguay -- à l'aider à renouveler le dialogue avec les partis d'opposition. Des pourparlers antérieurs que l'Union des nations sud-américaines (UNASUR) et le Vatican ont essayé de faciliter ont été liquidés après que des éléments des forces réactionnaires au Venezuela ont cherché à déstabiliser l'ensemble du pays par des manifestations violentes et des actes de terrorisme.

Le dilemme auquel ont été confrontés les États-Unis, le Canada, le Mexique et d'autres était que la porte se fermait rapidement sur leur capacité à faire adopter quelque chose à l'Assemblée générale qui pourrait être utilisé comme un « mandat » pour une intervention étrangère ouverte au Venezuela afin de renforcer les forces internes qu'ils dirigent et qui poussent à la violence. Contrairement au rôle de premier plan que le Canada a joué jusqu'à présent pour obtenir une intervention, la ministre des Affaires étrangères Chrystia Freeland a été étrangement discrète à la réunion des ministres des Affaires étrangères et à l'Assemblée générale. Cela est probablement lié à la rumeur selon laquelle les États-Unis s'affairaient à faire adopter que le Canada dirige le « groupe d'amis » que les interventionnistes espéraient imposer au Venezuela, en vain jusqu'à maintenant.

En fin de compte, aucune résolution sur le Venezuela ne s'est rendue à l'Assemblée générale. Il aurait fallu l'appui de 24 États membres pour déposer une résolution tardive, ce que le groupe interventionniste ne pouvait mobiliser n'ayant rassemblé que 20 votes la veille.

Le secrétaire général de l'OÉA, Luis Almagro et Freeland ont été réduits à tweeter des photos d'eux-mêmes frayant avec des personnalités de l'opposition vénézuélienne qui se sont présentées à Cancun, enregistrées comme un genre d'invités, pour harceler la délégation vénézuélienne et faire pression auprès d'autres pour intervenir dans leur pays.

Note

1. Voir « [La manigance impérialiste est éventée à l'Organisation des États américains](#) », *Le Marxiste-Léniniste*, numéro 22, 3 juin 2017

(Photos : AVN, *Periodistas Quintana Roo*)



Brésil

La condamnation de Lula est une attaque contre la démocratie

- Parti des travailleurs du Brésil -



Les Brésiliens sont appelés à descendre dans la rue le 20 juillet 2017 pour la démocratie, en appui à Lula et contre le coup du gouvernement Temer et ses lois antiouvrières (cliquer pour agrandir).

La condamnation de l'ex-président Luiz Inacio Lula da Silva [le 12 juillet, en réponse à des accusations dans l'enquête « Lavage Express »] est une attaque contre la démocratie et la Constitution du pays. [1] Bien qu'il s'agisse d'une décision de première instance, elle est erronée, arbitraire et totalement illégale, prononcée par un juge partial qui fait ses rapports aux médias et à ceux qui n'acceptent pas le trajet réussi de Lula à la présidence.

Ce verdict est fondé exclusivement sur des ententes provenant de négociations de plaidoyers menées pendant plusieurs mois avec des criminels avoués et il ne fait que valider les condamnations prononcées en vertu des accusations des procureurs du Bureau fédéral des procureurs publics, qui ne reposent sur aucune preuve permettant de les justifier en vertu du droit brésilien.

Lula n'est pas au-dessus de la loi mais il n'est pas au-dessous de la loi non plus. Ce qui se produit présentement est un processus de persécution qui constitue une aberration constitutionnelle. C'est un exemple parfait de guerre juridique où des ressources juridiques indues sont utilisées à des fins de persécution politique. On tente présentement d'accuser Lula de crimes sur la base de théories qui reposent uniquement sur la parole de criminels condamnés, faute de pouvoir soutenir les allégations qui pèsent contre lui par des documents ou des preuves de transferts bancaires.



La condamnation de Lula est une continuation de la farce dirigée par le consortium du coup d'État qui a pris le contrôle du pays dans le but de supprimer les droits sociaux et syndicaux, retarder l'âge

de la retraite, couper dans les dépenses essentielles à la santé et à l'éducation, et, surtout, vendre des sociétés d'État importantes comme Petrobras, Infraero, Caixa Econômica et la Banque du Brésil.

On remarquera que ce verdict est tombé au lendemain du vote sur les mesures visant à supprimer les droits des travailleurs.

Le Parti des travailleurs va maintenir sa défense inconditionnelle de Lula car nous le croyons entièrement innocent. Lula est un dirigeant reconnu mondialement pour les réalisations qu'il a accomplies en tant que président du Brésil. Aujourd'hui, plus que jamais, nous sommes solidaires avec Lula et avec toute sa famille. Nous tenons à ce sujet à réitérer nos condoléances suite au décès de sa conjointe, Marisa Leticia Lula da Silva.

Nous sommes convaincus que justice sera faite par d'autres instances judiciaires et que toute la vérité sera faite. L'Histoire sera le principal témoin de son verdict d'acquiescement et de sa grandeur.

Viva Lula !

Note du LML

Les élites réactionnaires du Brésil qui ont organisé la destitution sans fondement de la présidente Dilma Rousseff en 2016 avaient Lula dans leur mire depuis un bon moment, parce qu'on s'attend à ce que Lula se présente à l'élection présidentielle de 2018 et parce qu'il demeure très populaire parmi le peuple.

(12 juillet 2017)



Cuba

Piquets le 17 juillet : Fin au blocus des États-Unis contre Cuba! Restitution de Guantanamo maintenant!



CALENDRIER D'ÉVÉNEMENTS

Tous les 17 du mois, les organisations de solidarité avec Cuba de Montréal, Ottawa, Vancouver et ailleurs dans le monde tiennent ces piquetages pour réaffirmer leur engagement à renforcer et à

approfondir les liens d'amitié et de solidarité avec le peuple cubain en contribuant à vaincre le blocus économique de Cuba par les États-Unis, pour mettre fin à la campagne de subversion de Washington et pour obtenir le retour à Cuba du territoire occupé illégalement par la base navale américaine à la baie de Guantanamo. Joignez-vous à nous!



La troisième voie ou centrisme politique à Cuba: Une approche historique

- Elier Ramírez Cañedo -

Depuis un certain temps, l'idée circule, notamment dans les milieux numériques, d'un « centrisme politique » dans la Cuba d'aujourd'hui, dans le cadre de l'une des stratégies des États-Unis pour renverser le modèle socialiste cubain face aux défaites cuisantes et au discrédit de la dénommée « contre-révolution cubaine ».[1] L'une des dépêches diffusées par *WikiLeaks* en 2010 révélait que Jonathan Farrar, à l'époque chef de la Section des intérêts de Washington à La Havane, avait notifié au Département d'État, le 15 avril 2009, que cette « opposition » était complètement déconnectée de la réalité cubaine, n'avait aucune capacité d'influence sur les jeunes et était plus intéressée par l'argent que par sa mission d'étendre ses plateformes à de plus larges secteurs de la société.

À l'origine, le centrisme politique exprime un concept géométrique : le point équidistant de tous les extrêmes.

Il s'agirait d'une position se situant entre la gauche et la droite, entre le socialisme et le capitalisme, autrement dit d'une troisième voie « où se concilient les meilleures idées » des extrêmes qui lui donnent vie et qui prône la modération face à tout type de radicalisme. Lénine qualifia cette posture d'« utopisme traître, fruit du réformisme bourgeois ». Et il n'en demeure pas moins vrai que les dénommés troisièmes voies ou centrisms n'ont jamais constitué une option révolutionnaire, mais plutôt des stratégies visant à instaurer, sauver, recomposer, moderniser ou restaurer le capitalisme.

Lorsque l'on prêche la modération face au radicalisme révolutionnaire cubain -- qui remonte à la racine et n'a rien à voir avec l'extrémisme, qui est une chose complètement différente [2] -- je ne peux m'empêcher de trouver certaines analogies entre ce centrisme que l'on essaie d'articuler à Cuba et l'autonomisme du XIXe siècle.

En tant que courant politique, l'autonomisme voit le jour pendant la première moitié du XIXe siècle, mais il se constitue en parti politique à partir de 1878, comme une résultante de la révolution de 1868. Ce courant partagea une partie du temps historique avec l'indépendantisme, l'intégrisme et l'annexionnisme. C'était par excellence le courant de la modération, de l'évolution, ennemi des indépendantistes cubains radicaux.

Eux aussi adoptaient une position « équidistante » entre l'intégrisme -- la défense du statu quo -- et l'indépendance, mais dans les moments décisifs, ils resserraient les rangs avec l'intégrisme pour freiner et attaquer la révolution, qu'ils considéraient comme le pire des maux. Certaines figures célèbres de l'autonomisme finirent par embrasser les idées annexionnistes lors de l'intervention-occupation étasunienne à Cuba. Ses principaux leaders brillèrent par leurs dons intellectuels. C'étaient de grands orateurs, mais dotés d'une pensée élitiste, essentiellement bourgeoise, si bien que jamais ils ne parvinrent à attirer les masses cubaines. À ce moment-là, le peuple cubain n'avait que faire d'idées de laboratoire, si bien que lors de la reprise de la lutte pour l'indépendance en 1895, le parti autonomiste s'est retrouvé complètement décalé de la réalité nationale. L'autonomisme prit la défense d'un nationalisme modéré, qui excluait les grandes majorités, et ses

principales aspirations ne visaient pas une rupture du cordon ombilical avec la « mère patrie », mais à moderniser sa domination de l'Île. Ce n'est pas par hasard que l'avant-garde patriotique emmenée par José Martí combattit énergiquement ces idées. Le 31 janvier 1893, dans l'un de ses extraordinaires discours, Martí déclara : « ... on rencontrait le cas singulier que ceux qui proclamaient le dogme politique de l'évolution étaient de simples rétrogrades qui réservaient à un peuple formé dans la révolution les solutions imaginées avant celle-ci... »



L'avant-garde patriote cubaine dirigée par José Martí (1853-1895) combattit énergiquement l'autonomisme et ses idées rétrogrades. (Juvenal Balán)

Cependant, l'idée d'appuyer à Cuba une troisième force -- modérée, du centre ou troisième voie -- allait s'intensifier dans la politique extérieure des États-Unis à la fin des années 50, pour empêcher le Mouvement 26 Juillet d'accéder au pouvoir, ce qui devint une obsession pour l'administration Eisenhower dans les derniers mois de l'année 1958. Cette tendance devait se situer dans une position équidistante entre Fulgencio Batista et Fidel Castro, et fut encouragée tant sur le plan militaire que politique. L'antenne locale de la CIA à La Havane fut la première à envisager cette idée, avant d'en devenir le principal exécutant.

C'est ce que confirme l'officier David Atlee Philips dans son livre autobiographique *The Night Watch* lorsqu'il signale que James Noel -- à l'époque chef de l'antenne locale de la CIA dans la capitale cubaine --, lui avait commenté dans l'une de leurs rares réunions qu'il avait suggéré au gouvernement des États-Unis de parrainer discrètement les actions d'une troisième force politique à Cuba, « un groupe entre Castro à gauche et Batista à droite [...] »[3] En février 1958, l'agent des services secrets étasuniens William Morgan avait infiltré le 2e Front national de l'Escambray, dirigé par Eloy Gutierrez Menoyo, avec pour mission de devenir le chef en second de ce groupe de guérilla, ce qu'il réussit en peu de temps, de même que son avancement au grade de commandant. Morgan ne serait pas le seul agent infiltré par les États-Unis dans cette zone pour inciter à la création d'une troisième force de guérilla capable de s'imposer le moment venu et de faire face aux combattants de la Sierra Maestra dirigés par Fidel Castro.

Les États-Unis trempèrent dans d'autres complots, où l'on avançait certains noms de figures susceptibles de constituer une option politique pour arracher la victoire révolutionnaire des mains de Fidel Castro. Parmi eux : le colonel Ramon Barquin, Justo Carrillo, chef du Groupe Montecristi et Manuel Antonio « Tony » de Varona.

Pas plus tard que le 23 décembre 1958, lors d'une réunion du Conseil de sécurité national, Eisenhower exprimait sa confiance dans la croissance, la force et l'influence d'une « troisième force ».[4]

La création d'une « troisième force » n'était pas seulement encouragée par les États-Unis, mais par certains hommes politiques cubains de l'époque. « La Troisième force -- signale l'historien et chercheur Jorge Ibarra Guitart -- fut un mouvement d'institutions civiques privées qui, représentant le sentiment de secteurs importants de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, prôna une politique de paix et de conciliation avec le régime. L'instigateur en sous-main de toutes ces démarches fut José Miro Cardona, qui depuis la Société des amis de la République avait déjà conçu

la tactique consistant à mobiliser les institutions bourgeoises pour forcer le régime à parvenir à un accord. Le moment était venu de mettre cette tactique en oeuvre devant le concours de plusieurs circonstances favorables : la bourgeoisie, voyant que les organisations révolutionnaires gagnaient chaque jour plus de terrain, était alarmée devant le danger que représentait pour ses intérêts politiques et économique l'éclatement d'une guerre civile avec une participation populaire active. »[5]

Devant l'impossibilité d'éviter le triomphe de la Révolution cubaine et l'arrivée au pouvoir des forces du Mouvement 26 Juillet dans les premiers mois de 1959, le principal objectif de Washington consista à encourager et soutenir les figures qui au sein du gouvernement révolutionnaire étaient considérées comme « modérées », du centre, face aux dirigeants qu'ils jugeaient « extrémistes », afin d'éviter, grâce à la prédominance de cette tendance, que la Révolution n'approfondisse sa dimension sociale.[6]

Lorsque le philosophe et essayiste Fernando Martinez Heredia signale qu'il existe aujourd'hui à Cuba un nationalisme de droite à prétentions centristes, fort « d'une accumulation culturelle dans laquelle il peut puiser », il fait référence à la longue histoire de ce nationalisme qui trouve, sur le plan des attitudes politiques, ses antécédents dans l'autonomisme ; qui durant les années de la République néocoloniale bourgeoise accepta et défendit la domination, et qui à de nombreuses occasions fut utilisé par le gouvernement des États-Unis lui-même pour freiner, éviter ou créer des situations postrévolutionnaires, qui maintiendraient les structures de domination capitaliste à Cuba, sous de meilleurs consensus.

Nous constatons aujourd'hui que ce nationalisme de droite encouragé par nos adversaires sous le couvert trompeur du centrisme, poursuit le même objectif et n'est qu'une tentative désespérée de restaurer le capitalisme à Cuba. Une fois de plus, ce sera une opération condamnée à l'échec, car le principal problème qui s'est toujours posé à ce courant, c'est que jamais il n'est parvenu à ancrer ses idées dans le peuple, ce peuple qui dans sa majorité a embrassé tout au long de son histoire la tradition indépendantiste, patriotique, national-révolutionnaire et anti-impérialiste ; jamais celle de l'autonomie, l'annexionnisme ou du nationalisme de droite.

Notes

1. Voir l'article d'Esteban Morales « La contre-révolution cubaine n'a jamais existé », dans *Esteban Morales y Elier Ramirez, Aproximaciones al conflicto Cuba-Estados Unidos*, Editora Política, La Havane, 2015. Morales se demande si l'on peut qualifier de « cubaine » cette contre-révolution qui a vu le jour dans le cadre d'un agenda imposé par le gouvernement des États-Unis.

2. Dans un discours prononcé le 3 septembre 1979 à l'ouverture du Sommet des pays non alignés, à La Havane, Fidel déclara : « Que peut-on reprocher à Cuba ? D'être un pays socialiste ? Oui, nous sommes bien un pays socialiste (*Applaudissements*), mais nous ne prétendons imposer notre radicalisme à personne, ni à l'intérieur ni en dehors du Mouvement des Non-alignés ».

3. Cité par Andrés Zaldivar Diéguez et Pedro Etcheverry Vázquez, dans : *Una fascinante historia. La conspiración Trujillista*, éditions Capitán San Luis, La Havane, 2009.

4. Francisca Lopez Civeira, *El Gobierno de Eisenhower ante*

5. Cité par Andrés Zaldivar Diéguez et Pedro Etcheverry Vazquez, op.cit., p. 51

6. Cette information se retrouve en grande partie dans l'oeuvre de Luis M. Buch et Reinaldo Suarez, *Gobierno Revolucionario Cubano. Primeros Pasos* (Havana: Editorail de Ciencias Sociales, 2004).

(*Granma internacional*, tiré de *Cubahora*, 15 juin 2017)

Supplément
Session extraordinaire de l'Assemblée nationale
du Pouvoir populaire de Cuba

Culmination de la discussion de masse sur
la Conceptualisation du modèle
économique et social cubain



Lisez *Le Marxiste-Léniniste*
Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca